Inquiétante flambée de violence à l'approche des élections au Burundi

PANA, 15/05/2010Dar-es-Salaam, Tanzanie - A l'approche des Ã©lections marquÃ©e par une augmentation inquiÃ©tante des violences politiques, les autoritÃ©s burundaises devraient faire comprendre Ã tous les partis politiques et leurs partisans que nul n'est au-dessus des lois, a dÃ©clarÃ© Human Rights Watch aujourd'hui dans un nouveau rapport."Si rien n'est fait, ces Ã©lections pourraient mettre un frein aux progrÃ¨s notables du Burundi vers la paix et la dÃ©mocratie multipartite aprÃ¨s des annÃ©es de guerre civile, a indiquÃ© Human Rights Watch.
Le rapport de 47 pages, "We'll Tie You Up and Shoot You' : Lack of Accountability for Political Violence in Burundi" ("Nous allons vous ligoter et vous abattre : Les violences politiques demeurent ingÃ©rÃ©es au Burundi"), s'appuie sur quatre mois de recherches sur le terrain, Ã Bujumbura et dans quatre provinces rurales.La plupart de ces violences ont impliquÃ© le parti au pouvoir, le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD) et son plus proche adversaire des prochaines Ã©lections, les Forces nationales de libÃ©ration (FNL).Ã€ quelques exceptions prÃ¨s, la police a omis de procÃ©der Ã des enquÃªtes approfondies, et personne n'a Ã©tÃ© poursuivi dans la grande majoritÃ© des cas."Si la police et les autoritÃ©s judiciaires ne mÃ¨nent pas d'enquÃªtes et ne punissent pas les agressions Ã motivation politique, leurs auteurs continueront Ã se croire au-dessus des lois" a dÃ©clarÃ© Georgette Gagnon, directrice de la Division Afrique Ã Human Rights Watch."La situation est dÃ©jÃ extrÃªmement tendue, vu que de nombreux militants de partis sont armÃ©s et prÃªts Ã recourir Ã la violence pour intimider leurs rivaux".Depuis septembre 2009, au moins sept affrontements entre militants de diffÃ©rents partis ont fait de nombreux blessÃ©s, la plupart d'entre eux s'Ã©tant produits entre des membres du CNDD-FDD et des FNL, qui ont tous deux incitÃ© Ã ces heurts.D'autres partis, notamment le Mouvement pour la solidaritÃ© et la dÃ©mocratie (MSD), l'Union pour la paix et le dÃ©veloppement (UPD), et le Front pour la dÃ©mocratie au Burundi (FRODEBU) ont accusÃ© des membres de la ligue de la jeunesse du CNDD-FDD, Imbonerakure, d'avoir agressÃ© physiquement leurs membres, tandis que le FNL-Iragi, un groupe dissident associÃ© au CNDD-FDD, a formulÃ© des accusations similaires contre les FNL.Cette rÃ©cente flambÃ©e de violences pourrait s'aggraver au cours des cinq scrutins successifs prÃ©vus entre mai et septembre 2010, Ã moins que les forces de l'ordre et les partis politiques eux-mÃªmes ne prennent des mesures immÃ©diates."MÃªme si le gouvernement nous retire nos armes, nous en avons gardÃ© quelques unes pour nous protÃ©ger. Si un membre des FNL est tuÃ©, nous nous battrons jusqu'au bout. Nous sommes tous des ex combattants. Le CNDD-FDD a des armes, nous en avons aussi", clame sans retenue Ã Human Rights Watch un membre des FNL Ã Kinama."Ce genre de dÃ©clarations suggÃ¨re un risque potentiel de grave escalade dans la violence" a averti Georgette Gagnon, prÃ©cisant que "certains militants sont convaincus qu'ils sont au-dessus de la loi, tandis que d'autres, qui ont perdu la foi dans le systÃ¨me judiciaire, se rendent justice eux-mÃªmes".